

Communiqué de presse

Paiements directs et libéralisation

L'Office fédéral de l'agriculture fait fausse route

L'ASSAF-Suisse dit non à une diminution de la production agricole Suisse et à une écologisation supplémentaire. Pour mettre en œuvre la souveraineté alimentaire et maintenir un taux d'auto-provisionnement offrant une marge de sécurité, des conditions-cadres promouvant la production agricole doivent être mises en place.

Malgré les nombreuses interventions parlementaires revendiquant un statut particulier de la production agricole dans le contexte de la libéralisation et globalisation croissante, le Conseil fédéral veut à tout prix conclure un accord de libre-échange avec l'Union européenne. Cette volonté est retracée par l'OFAG dans le concept de développement des paiements directs 2014-2017. Une contribution d'adaptation sera versée aux exploitations selon une base historique. Ce type de paiement direct, qui représentera 30% du volume global des paiements directs, diminuera constamment. Les informations données par OFAG sur cette évolution sont trop vagues, ce qui renforcera encore l'incertitude régnante dans le secteur agricole.

Jusqu'en 2017, l'OFAG prévoit une diminution importante du bétail consommant du fourrage grossier et ainsi une extensification de l'agriculture helvétique. Pour compenser cette baisse de production, une libéralisation des marchés avec un accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne doivent, selon l'OFAG, permettre aux produits étrangers de remplacer les produits suisses dans les rayons des magasins.

Pour l'ASSAF- Suisse, qui s'engage pour une agriculture productive, le concept proposé n'est pas acceptable. Il s'agit d'entreprendre les adaptations nécessaires afin de mettre en œuvre la volonté du Parlement concernant la souveraineté alimentaire et le taux d'auto-provisionnement. Au vu de la spéculation sur les marchés des produits agricoles, de l'expérience tirée de la crise financière, compter seulement sur le pouvoir d'achat pour garantir l'approvisionnement de la Suisse en denrées alimentaires est une illusion.

L'Association Suisse pour un Secteur Agroalimentaire Fort (ASSAF- Suisse) s'engage pour une agriculture suisse productive de denrées alimentaires de qualité et une industrie agroalimentaire forte. Elle lutte contre un démantèlement complet et rapide du tarif douanier relatif aux produits agroalimentaires dans le cadre d'un accord de libre-échange avec l'UE. Elle soutient la suppression des obstacles non- tarifaires.

Plus de 40 organisations agricoles cantonales, sectorielles et faïtières sont membres d'ASSAF-Suisse. Plusieurs entreprises agroalimentaires et le département de l'économie du canton de Vaud sont également membres. ASSAF- Suisse fédère ainsi plus de 50'000 exploitations agricoles et entreprises agroalimentaires, ce qui représente 150'000 emplois.

Lausanne, le 1^{er} décembre 2010

*Renseignements : Walter Willener, Président ASSAF-Suisse, Lausanne, 079 689 31 06
David Rüetschi, secrétaire général ASSAF-Suisse, Lausanne, 079 677 82 12*